

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/3  
3 juillet 2002

(02-3721)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: anglais

## NÉGOCIATIONS SUR LES BIENS ENVIRONNEMENTAUX

### Communication des États-Unis

La Mission permanente des États-Unis a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1<sup>er</sup> juillet 2002.

#### **I. INTRODUCTION**

1. Compte tenu des responsabilités confiées au Comité du commerce et de l'environnement (CCE) réuni en session extraordinaire et au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, nous présentons ci-après une première contribution sur les questions à prendre en compte pour définir les biens environnementaux visés par les négociations et le processus de négociation. Étant donné la nature du sujet abordé, nous soumettons cette communication à la fois au Comité du commerce et de l'environnement réuni en session extraordinaire et au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles.

2. L'application généralisée de technologies environnementales est une condition indispensable pour maximiser les effets bénéfiques de la libéralisation des échanges sur l'environnement. Les initiatives commerciales visant à éliminer ou à réduire les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce des biens environnementaux faciliteront l'accès à ces technologies et encourageront leur utilisation, ce qui stimulera la recherche et l'application de solutions novatrices aux problèmes environnementaux. Tant les pays développés que les pays en développement jouissent d'avantages comparatifs pour la production de biens environnementaux pouvant bénéficier d'un meilleur accès aux marchés. Les présentes négociations serviront simultanément les intérêts de tous les Membres de l'OMC en matière de commerce, d'environnement et de développement, leur permettant ainsi de gagner sur les trois tableaux.

#### **II. COORDINATION**

3. La session extraordinaire du Comité du commerce et de l'environnement a convenu à sa première réunion, le 22 mars 2002, que les négociations sur les biens environnementaux devaient se dérouler au Groupe de négociation sur l'accès aux marchés, sous la coordination constante du CCE, en particulier au sujet de la notion de biens environnementaux (TN/TE/R/1). Les États-Unis appuient pleinement cette décision et conviennent que le CCE devrait contribuer régulièrement aux négociations sur les biens environnementaux. À cet égard, les Membres devraient présenter des communications sur les biens environnementaux aux deux organes de négociation et, en tant que de besoin, le Président du Groupe de négociation sur l'accès aux marchés devrait informer le CCE de l'avancement des négociations. Selon qu'il sera approprié, le CCE et le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés voudront peut-être aussi se réunir conjointement pendant les étapes déterminantes des négociations.

### **III. DÉFINITION DES BIENS ENVIRONNEMENTAUX**

4. Comme l'a signalé la Nouvelle-Zélande dans une récente communication (TN/TE/W/6) présentée au CCE, l'APEC a accompli un travail important pour définir ce que sont les biens environnementaux. Les États-Unis conviennent que la liste des biens établie par l'APEC constitue une contribution utile qui aiderait les Membres à déterminer la portée des négociations dans le cadre de l'OMC. Toutefois, compte tenu du caractère évolutif du secteur des biens environnementaux, de la rapidité des progrès dans ce secteur et de l'accroissement du nombre de Membres de l'OMC, le Groupe de négociation devra décider lui-même de sa portée. Il faudra donc que les Membres consultent leurs branches de production nationale, les ONG ainsi que toutes les autres parties prenantes afin d'identifier les nouveaux produits qui pourraient être visés et d'établir une liste OMC. Les Membres devraient s'efforcer d'arrêter une liste commune des biens environnementaux d'ici à ce que le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés convienne des modalités des négociations sur l'accès aux marchés dans leur ensemble.

5. La classification des biens établie par l'APEC reposait sur leur utilisation finale (c'est-à-dire les produits utilisés pour assainir l'environnement ou encore pour limiter ou prévenir la pollution) ainsi que sur les parties ou composantes connexes et tenait également compte de certaines technologies de remplacement, comme l'équipement fonctionnant à l'énergie solaire. Les États-Unis attendent avec intérêt les vues des Membres concernant les autres produits que l'on pourrait envisager d'inclure dans la liste des biens en vue des négociations sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais ils considèrent que le travail de l'APEC constitue un guide utile. Tout en encourageant les pratiques de production respectueuses de l'environnement, les États-Unis sont d'avis qu'il sera difficile d'établir une liste sur la base d'un tel critère en raison des problèmes de définition qui pourraient se poser. De plus, un tel processus risque d'entraîner des discussions prolongées qui opposeraient des Membres dont les vues dépendent des conditions, priorités et valeurs en matière d'environnement qui leur sont propres. Enfin, les critères fondés sur la production peuvent entraîner la création d'une nouvelle série de normes et/ou de classifications douanières, et la capacité des Membres de s'y conformer peut varier considérablement.

6. Pour élaborer la liste des biens environnementaux, on pourrait également s'inspirer du travail accompli par le Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement de l'OCDE, qui a publié en 2001 un document intitulé "L'industrie des biens et services environnementaux: Manuel de collecte et d'analyse des données". Les États-Unis proposent donc que les auteurs de ce document de l'OCDE soient invités à présenter leurs conclusions au Groupe de travail sur l'accès aux marchés et au CCE.

### **IV. RÉDUCTION OU ÉLIMINATION DES OBSTACLES NON TARIFAIRES**

7. Bien que la réduction du coût des biens environnementaux par l'élimination des droits de douane constitue une bonne solution pour rendre ces biens plus abordables et plus accessibles, les obstacles non tarifaires peuvent nuire tout autant, voire plus, à leur commerce. Les Ministres ont d'ailleurs reconnu ce fait aux paragraphes 16 et 31 iii) de la Déclaration ministérielle en prescrivant également la réduction ou l'élimination des obstacles non tarifaires. Lorsque le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés examinera l'ampleur du problème des obstacles non tarifaires et la façon d'y remédier, il voudra peut-être déterminer si un examen distinct des obstacles non tarifaires visant les biens environnementaux est justifié.

8. À cet égard, les États-Unis signalent que le travail déjà accompli par le Groupe de travail conjoint sur les échanges et l'environnement de l'OCDE mérite d'être analysé de façon plus approfondie et qu'il pourrait être utile pour identifier les types d'obstacles non tarifaires visant actuellement les biens environnementaux. Dans la mesure où ces obstacles ne sont pas visés d'une manière générale par d'autres disciplines ou dans le cadre des nouvelles négociations sur l'accès aux

marchés, les Membres devraient établir un mécanisme pour traiter les obstacles non tarifaires qui visent particulièrement les biens environnementaux, y compris des négociations bilatérales.

## **V. CONCLUSION**

9. Le CCE et le Groupe de négociation sur l'accès aux marchés devraient continuer de coordonner étroitement leurs travaux tout au long du processus de négociation. Les négociateurs chargés de l'accès aux marchés devraient tenter dans un premier temps de se mettre d'accord sur une liste commune des biens environnementaux qui feraient l'objet des négociations en s'inspirant du travail déjà accompli ailleurs à ce sujet. Les négociations devraient également viser à traiter les obstacles non tarifaires en général et ceux qui visent les biens environnementaux en particulier.

---